

De Bar-Ilan à Brown

Effectivement, une des choses perturbantes qui ont émergé des conversations avec les universitaires qui vivent et travaillent à l'étranger maintenant est la contribution décisive des institutions israéliennes d'enseignement supérieur pour évincer les universitaires qui épousent une attitude politique de gauche radicale. Le processus n'a pas toujours été flagrant et même quand il l'était, quelques-uns des interviewés ont refusé catégoriquement de parler de ce qu'ils ont subi, de crainte que leurs anciennes universités ne réagissent en essayant de nuire à leurs réputations professionnelles.

Un cas clair, qui a été largement discuté, a été le refus de l'université Bar-Ilan, début 2011, d'accorder la titularisation et une promotion à Ariella Azoulay, qui avait enseigné pendant 11 ans dans cette institution. Dr. Azoulay, 58 ans, une spécialiste de culture visuelle, curatrice, réalisatrice de films documentaires qui fait partie des penseurs interdisciplinaires les plus influents d'Israël a été engagée par Bar-Ilan cinq ans après l'assassinat d'Yitzhak Rabin, alors que l'université avait un problème d'image. C'était un acte doté d'un arôme pluraliste : employer une enseignante avec des opinions de gauche bien connues dans une université avec une orientation religieuse et de droite où l'assassin du Premier ministre avait été étudiant. Une décennie plus tard, en pleine ère Netanyahu, alors que les organisations de droite compilaient des listes noires d'universitaires critiquant Israël, l'approche radicale d'Azoulay faisait apparemment moins bien l'affaire pour les dirigeants de l'université.

À la large protestation de professeurs d'université qui ont exprimé leur inquiétude qu'Azoulay soit victime de persécution politique, l'université Bar-Ilan a répondu que ses considérations avaient été strictement professionnelles. Pourtant, les réalisations d'Azoulay ont été suffisantes pour qu'elle obtienne une offre d'emploi de l'université Brown à Providence, Rhode Island – une université de la Ivy League avec la réputation d'être une des plus remarquables institutions d'enseignement supérieur.

Un an et demi après le refus de sa titularisation, Azoulay a quitté le pays avec son compagnon [Adi Ophir](#), un spécialiste de philosophie enseignant à l'université de Tel-Aviv, et une figure majeure de la gauche israélienne. Le professeur Ophir avait 61

ans à l'époque ; Azoulay en avait 51. L'offre qu'elle a reçue de Brown incluait une position d'enseignant pour lui aussi. Pendant les sept dernières années, ils ont vécu tous deux à Providence, enseignant, effectuant des recherches et écrivant des livres qui jouissent d'un impressionnant succès international.

Ophir se méfie du terme « exilés politiques ». « Des décisions de cette sorte sont une combinaison de nombreuses choses », dit-il dans une conversation Zoom depuis Rhode Island. « Le traumatisme de l'éviction [d'Azoulay] de Bar-Ilan en a été une partie importante. Avant cela, nous n'avions jamais cherché des opportunités d'emploi à l'étranger. C'est seulement quand il est devenu clair qu'ils allaient la chasser pour des raisons politiques. Et aussi la façon dont le renvoi a été reçu par les collègues universitaires — il y a eu une lettre respectable de soutien, mais c'était tout. Les autres universités ne se sont pas portées volontaires pour la recruter. »

« Mais là encore, si elle n'avait pas reçu cette offre de travail incroyable [à Brown], il est possible que nous n'ayons pas eu la détermination ou l'énergie d'entreprendre un tel changement dramatique. Le fait politique le plus significatif est que depuis que nous sommes arrivés ici, nous n'avons pas envisagé de retourner [en Israël]. Du moment qu'une vie pleine est devenue possible dans un endroit différent, les compromis politiques et moraux que la vie en Israël implique sont devenus intolérables. »

Est-ce que ce qui est arrivé à Azoulay est typique de ce qui se passe dans les universités et les collèges israéliens aujourd'hui ?

Ophir : « Un fossé s'est ouvert au début de la deuxième intifada [en 2000]. Nous nous sommes vus devenir de plus en plus anathèmes. Je n'ai jamais été persécuté à l'université de Tel-Aviv, mais il y a ce sentiment constant de quelque chose qui grandissait tout autour, une sorte d'incrustation et cela signifiait : ce sont les bornes, vous ne pouvez pas les franchir, ces idées ne peuvent être exprimées maintenant, vous ne pouvez traiter ces choses. Parce que si quelqu'un les traite, il n'est pas clair si son doctorat sera approuvé, ou si son article sera accepté ou si ses étudiants recevront des bourses. Dans mon cas, au moins, tout était très mineur, mais il y avait un sentiment croissant que nous n'étions simplement plus voulus à cet endroit. »

De loin, il continue : « J'ai commencé à voir des choses que je ne voyais pas de là-bas. En Israël, j'avais beaucoup de réserves sur BDS. J'y pensais du point de vue de mon activité académique et je continuais à essayer de passer à travers les gouttes, en fait : reconnaître la légitimité du mouvement de boycott sans accepter sa formulation radicale. Mais j'en suis venu à comprendre que ce que j'essayais de faire était de me protéger, moi et mon espace dans le monde académique ».

Ophir n'a pas toujours été dans cette zone de conscience. Il a grandi dans un foyer révisionniste de droite avant de devenir un membre dévoué du mouvement de jeunesse socialiste sioniste Hamahanot Ha'olim. En 1987, il a co-fondé 21st Year avec Hannan Hever, qui est devenu professeur de littérature hébraïque à l'Université hébraïque de Jérusalem et vit maintenant aux États-Unis. Leur groupe était un mouvement de protestation qui appelait au refus de servir dans l'armée à l'intérieur des territoires [occupés] et au boycott des produits fabriqués dans les colonies.

« Hannan et moi parlions à l'époque du refus de servir dans l'armée en termes d'épanouissement personnel », raconte-t-il. « Nous pensions que l'engagement personnel à l'État d'Israël devait s'exprimer dans un refus de servir dans les territoires. J'étais totalement sioniste. Il m'a fallu plus de temps pour comprendre ce que cela signifie d'être un sioniste. »

Ophir ne nie pas que le pays dans lequel il vit, les États-Unis, est responsable de maux horribles. « En ce sens, les États-Unis sont un endroit terrible et depuis l'élection de Trump, c'est devenu encore plus terrible », dit-il. « Mais quand vous vous opposez au régime aux États-Unis, vous n'êtes pas seul. Vous faites partie d'une large masse de personnes, active et créative. Je peux en parler avec les étudiants dans une liberté absolue. Dans mes dernières années en Israël, j'ai ressenti que quand je parlais politique à l'université, j'étais regardé comme un OVNI. »

Vous sentez-vous aussi moins seul par rapport à vos opinions sur Israël ?

« Pour la majorité de mes collègues, Israël est une cause perdue. Et la plupart du temps, je suis d'accord avec eux. Un exilé politique est quelqu'un dont la vie est restée dans l'endroit qu'il a laissé et dont la vie dans le nouvel endroit porte la marque de ce contexte. Je ne ressens pas cela. Je ressens beaucoup de peine avec un sens profond d'inutilité. De temps en temps je fais encore quelque chose sur le campus, de petites choses. Ce sont mes "obligations de réserviste". Mais le centre de mon attention et de mon intérêt n'est plus là. Le monde entier va de pire en pire, peut-être vers sa fin. Le projet colonial sioniste est un minuscule phénomène au milieu ».

Il continue : « Cela a été un long processus de séparation. Ma mère est morte après de nombreuses années de démence. La séparation d'avec elle a duré 15 ans. La séparation d'avec Israël ressemble un peu à cela. Israël est quelque chose qui devient étranger et lointain. Dans une large mesure j'ai remplacé mon intérêt pour l'Israël politique par un intérêt croissant pour la pensée et l'histoire juives. Je me suis trouvé une petite parcelle qui remplace la maison de Tel-Aviv. J'aime être un juif de la Diaspora. »

Est-ce qu'il y a eu des gens qui ont pensé que vous abandonniez le navire ?

« Oui — beaucoup, je pense. Certains l'ont dit ouvertement. J'ai pensé qu'ils devraient partir, eux aussi. Mais c'est facile à dire : tout le monde n'a pas un parachute doré pour se réinstaller. Il y a évidemment un élément égoïste dans ce que nous avons fait. »

Est-ce qu'il y a des choses qui vous manquent à propos d'Israël ?

« L'houmous ? » Ophir rit. « Je plaisante. Mes enfants et mes petits-enfants me manquent. Beaucoup. Parfois Tel-Aviv me manque. Parfois voyager à travers le pays me manque — aller dans le désert en hiver. Mais il y a peu d'endroits que je traverserais aujourd'hui sans ressentir que je marche sur la terre de quelqu'un d'autre ».

Ariella Azoulay a refusé d'être interviewée, mais elle a envoyé une déclaration : « Je n'ai pas confiance dans la presse et je ne veux pas être représentée par elle ; je soutiens le boycott et je n'ai aucun intérêt à être interviewée pour un journal sioniste. Ce que j'ai à dire sur le fait que je suis née pour être une "Israélienne" en tant que forme de contrôle de l'état sur le corps et l'esprit de ses sujets et citoyens, et sur mon refus de m'identifier à la catégorie "Israéliens", je l'ai écrit dans l'introduction de mon nouveau livre et je n'ai rien à y ajouter. »

« Et en plus, l'émigration issue d'un sentiment de l'impossibilité de vivre à l'endroit où vous êtes né, parce que vous servez à maintenir à l'écart ceux qui en ont été expulsés, est douloureuse et je n'ai pas d'intérêt à partager cette peine avec un public sioniste qui nie la peine et la perte que l'État d'Israël a infligées et continue d'infliger, avant tout à ses résidents palestiniens et d'une manière différente à ses citoyens juifs ». (Le livre le plus récent d'Azoulay est : *Potential History : Unlearning Imperialism* [Histoire potentielle : désapprendre l'impérialisme], publié l'an dernier).